

PRESENTATION PAR LE COMITE CENTRAL DES TEXTES CI-DESSOUS :

Les textes que nous reproduisons dans ce BI posent un problème fondamental : celui de la nature du débat aujourd'hui engagé dans la Ligue à l'occasion de la préparation du 2ème Congrès National —et celui du centralisme démocratique.

En effet, le centralisme démocratique implique —pour être démocratique— que les cartes ne soient pas biseautées que les perspectives politiques et les objectifs de chacun soient clairement affirmés ; et pour être centraliste, que l'objet du débat soit d'engager *notre* organisation sur la meilleure ligne possible, pour unifier son activité à un niveau supérieur, pour accroître son efficacité.

Cela implique que chacun des protagonistes du débat croie en la santé de l'organisation, en la possibilité pour ses idées de triompher ; et donc mène le débat *en son sein*. Sans cela, la référence au centralisme démocratique devient une phrase ; on transforme le débat de tendance en débat de fractions irréconciliables, on désagrège l'organisation en la faisant éclater ou en la transformant en un conglomérat hétérogène identique au PSU...

Or la lecture des textes ci-dessous publiés montre :

1) Qu'au moins un stage s'est déroulé regroupant des représentants du groupe « La Voie », de l'ex « Groupe 66 » de Marseille et...certains militants se réclamant de notre tendance minoritaire. Que l'objet de ce stage —et d'autres à venir— est « engager immédiatement (*sic !*) le processus de fusion (entre eux) »...pour créer une « nouvelle organisation politique nationale pour la rentrée 71 ». (Texte signé La Voie).

2) Que des militants se réclamant de la minorité ont engagé, voilà plusieurs mois au moins un travail international : un stage international aurait eu lieu selon ce texte en août avec, outre des militants de réclamant de notre minorité et s'intitulant G.L. (probablement « Gauche Léniniste »), Bandiera Roja (B.R.) d'Espagne et Allianza Operaia (A.O.) d'Italie.

Là aussi, l'objectif de ce travail, organisé par des Groupes de Travail (G.T.) et une Commission Internationale (C.I.) est clairement indiqué : il s'agit « en construisant la GL, de poser les jalons nécessaires et possibles de l'internationale de notre époque ».

Ce texte, intitulé « Travail international » n'est pas signé, mais ses références aux textes intérieurs de la Ligue, le sens que prend constamment le « nous », indique clairement qu'il s'agit d'un texte rédigé par des militants qui se définissent comme membres de notre minorité.

Ce texte montre également que l'ensemble de la tendance minoritaire de notre organisation n'est pas au courant des projets scissionnistes indiqués : Cf. le paragraphe du texte international « préparer la tendance à notre travail international », : « Dans l'immédiat, il ne peut s'agir de développer l'intégralité de nos conceptions ; »...

Des notes manuscrites accompagnent ces deux textes ronéotés (reproduites en tete) : nouvelle rencontre à venir, échanges de textes avec l'AGEM (association Générale des Etudiants de Marseille tenue par l'ex-groupe 66), article à rédiger sur la Ligue pour une nouvelle publication devant bientôt sortir (« Révolution »)...

Précisons tout de suite comment ces textes nous sont parvenus, pour éviter tout faux débat sur leur authenticité : ils étaient en possession d'une camarade de la minorité (Vania de la cellule Necker) qui les a confiés provisoirement à un sympathisant avant de se rendre à une manif. Celui-ci n'ayant pas revu la camarade à la fin de la manif a transmis les documents à un camarade de l'organisation. Précisons de même qu'évidemment aucune instance régulière de la Ligue, ou de l'Internationale, n'a été mise au courant des contacts ainsi pris, ou de l'existence de ces textes (par la camarade Vania, ou autre...)

Le problème posé est grave. Il y va de la santé de notre organisation. Nous ne pensons pas que la tendance minoritaire dans son ensemble soit en cause. Nous pensons que le débat de tendances aujourd'hui engagé mérite d'être mené jusqu'au bout. Et nous nous sommes donnés toutes les garanties pour que son déroulement soit démocratique : BI régulier, Commission d'organisation avec dégagements de fonds spéciaux (la moitié du budget total consacré aux voyages préparatoires au congrès avait été mise à la disposition de la tendance minoritaire qui le savait par son représentant à la commission), etc... Mais il faut que tous soient bien d'accord sur le but de ce débat : L'armement de la Ligue Communiste.

Aucune organisation ne peut évidemment se permettre de favoriser les pratiques *en son sein* qui visent à sa désagrégation et à la constitution d'une nouvelle organisation. Aucune excuse n'existe dans notre organisation quant à l'usage de pratiques entristées : les garanties démocratiques existent non seulement dans les statuts mais encore dans les faits.

Où le débat est entre des tendances internes à la Ligue, ou il oppose plusieurs organisations, proclamées ou virtuelles.

Or ce qui apparaît clairement au travers de ces textes, est l'existence d'une fraction au sein de la Ligue dont l'objectif explicite est la constitution d'une nouvelle organisation à court terme, fraction qui a donc perdu tout espoir de « redresser » la Ligue. Tout militant a le droit de penser cela...mais qu'alors il en tire les conséquences en construisant sa nouvelle organisation hors de la Ligue.

Nous n'avons aucun goût pour les enquêtes policières. Nous ne voulons pas prouver matériellement qui est impliqué dans la rédaction de ces textes et dans les faits qui y sont relatés. Mais ces documents constituent de très fortes présomptions et nous voulons que soit clairement levée l'hypothèque qui pèse sur notre organisation avant que se poursuive le débat entre protagonistes internes à la Ligue. Le problème se pose en termes politiques : il s'agit de savoir de quel débat nous voulons, de quel débat il s'agit, pourquoi nous le menons et entre qui. C'est pourquoi le Comité